Mots. Les langages du politique

83 | 2007

Dire la démocratie aujourd'hui

Présentation

Paul Bacot et Christian Le Bart

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/843>

DOI : 10.4000/mots.843

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2007

Pagination : 5-8

ISBN : 978-2-84788-111-0

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Paul Bacot et Christian Le Bart, « Présentation », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 83 | 2007, mis en ligne le 01 mars 2009, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/843> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.843>

Présentation

L'histoire contemporaine est marquée par une spectaculaire mais résistible généralisation de la référence à la démocratie – une démocratie dont le contenu n'a pourtant cessé d'évoluer et a longtemps constitué un enjeu de luttes. Ce dossier, comme la table ronde dont il est issu¹, est fondé sur un pari : la possibilité de traiter de la démocratie indépendamment d'une posture normative et sans définition a priori. Il ne s'agit donc pas ici de nous interroger sur ce que serait la vraie ou la bonne démocratie, mais plutôt de voir comment certains mots sont utilisés dans des stratégies de distinction opposant entre eux des modes de gouvernement, des politiques publiques ou des comportements de citoyens. Si en effet les mots servent à exprimer et à façonner tant les actions que leurs représentations, leur étude peut constituer une entrée privilégiée pour une science politique revisitant le phénomène démocratique comme construit social.

La démarche semble particulièrement pertinente en l'espèce, puisque la démocratie est généralement présentée comme constituant une forme historique de pacification des mœurs politiques, accordant dès lors une place centrale à l'activité discursive. Quand les régimes autoritaires préfèrent le fracas des armes et les bruits de bottes, ou ne connaissent la parole que sous la forme unilatérale du discours princier, la démocratie est réputée valoriser au contraire la prise de parole, l'argumentation, la rhétorique, l'art de convaincre ou de séduire. Mais pour dire quoi ? Le langage de la démocratie, c'est notamment... le mot démocratie lui-même et ses dérivés. Leurs emplois sont d'une grande diversité. Ils semblent osciller en permanence entre la désignation ou la typologie d'un côté, la valorisation et la légitimation de l'autre. Cette ambivalence est aussi ancienne que, par exemple, le jeu de classification des régimes politiques, dont chacun sait qu'il hésite toujours entre perspective savante – comprendre la diversité des régimes – et perspective normative – chercher le meilleur d'entre eux.

1. Il s'agit de la table ronde organisée par Paul Bacot et Gilles Pollet dans le cadre du 8^e congrès de l'Association française de science politique (AFSP) tenu à Lyon du 14 au 16 septembre 2005, et dont l'intitulé était : « Mots et dispositifs du "gouvernement démocratique" ». Les archives du congrès sont consultables à l'adresse suivante : <http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslyon2005/lyon2005.html>

La sacralisation de la démocratie n'a-t-elle pas fait glisser les mots qui la désignent, du langage de la description à celui de la pure légitimation – faisant alors d'eux une arme rhétorique d'autant plus efficace qu'elle permet des verdicts sans appel et qu'elle peut se révéler d'une redoutable plasticité discursive ? Petit à petit, ils se sont affranchis de leur terrain d'origine – l'organisation du pouvoir politique –, pour toucher tous les secteurs de la vie sociale : on parle de « démocratie » dans l'entreprise, dans le quartier, dans la famille, à l'école, ou encore de « démocratisation » de la culture ou du tennis...

Il fallait donc étudier les usages de ces termes à partir de points de vue variés. C'est ce que font les auteurs de ce dossier, qui appartiennent à des disciplines différentes et travaillent à partir de corpus différents, sur des périodes différentes, armés de problématiques différentes. L'analyse est parfois restreinte au petit monde des professionnels de la politique (parlementaires, candidats aux élections), parfois élargie à d'autres intervenants de l'espace public (syndicalistes, journalistes), parfois même référée aux usages discursifs ordinaires – ceux qu'on peut saisir dans les dictionnaires ou à partir d'une exploration aléatoire par moteur de recherche interposé. Les conclusions de ces recherches s'avèrent complémentaires. Mentionnons-en quelques-unes, en partant de ce qui concerne le cœur de la vie politique.

Dans son travail sur les questions au gouvernement (1997-2002), Anne-Laure Nicot note tout simplement la rareté des usages du mot démocratie et de ses dérivés. Constat paradoxal : on est au cœur des institutions démocratiques, et le mot est peu utilisé. Faut-il croire qu'entre élus du peuple, tous également et impeccablement légitimes, l'invocation de la démocratie ne sert à rien ? Que les débats se font plus souvent techniques, sauf lorsqu'un intervenant s'autorise à reprocher au gouvernement ses carences en matière de démocratie, et plus généralement lorsque l'opposition ou une composante minoritaire de la majorité demande des garanties ? Le mot démocratie ne devient vraiment arme rhétorique que dans un contexte de dissymétrie entre acteurs. C'est ce que suggère l'observation selon laquelle c'est à propos des questions internationales que le mot est le plus souvent utilisé : alors en effet il y a place pour des verdicts de légitimation ou de délégitimation à l'endroit de pays, de mouvements ou de gouvernements étrangers inégalement démocratiques, que l'on souhaite ou non valoriser.

À propos également de ceux qui, de l'intérieur du champ politique, font la démocratie, Aurélie Morin et Cécile Sourd étudient l'usage du mot (et de sa famille) dans les professions de foi pour les élections législatives de 2002 et cantonales de 2004. Les différentiels d'usage repérés, au profit des législatives et aux dépens des cantonales d'un côté, en faveur de la gauche et au détriment de la droite de l'autre, sont moins simples à analyser qu'il n'y paraît. Pour ce qui concerne les législatives, faut-il invoquer la nature de ce scrutin, symbole par excellence de la démocratie nationale, ou bien le contexte de 2002, hanté par l'accession au second tour de la présidentielle d'un candidat réputé non

démocrate ? La situation se complique par des volte-face d'un tour à l'autre de l'élection. Dans tous les cas, la référence démocratique est d'abord un moyen d'exister et de se légitimer. Les petits candidats l'invoquent pour justifier leur droit à être là au premier tour (la démocratie, c'est le pluralisme) ; les plus installés (sortants et cumulants) l'invoquent également, se présentant comme incarnations de la démocratie. Le mot sert à tous, aux adversaires de l'extrême droite comme à l'extrême droite elle-même, aux outsiders comme aux gros candidats. Il est une arme rhétorique infiniment docile.

Les syndicats ne pouvaient ignorer ce nouveau gisement de légitimité que constitue l'invocation de la démocratie. Eux aussi ont appris à faire une place au mot. Parce qu'elle se situe sur une période plus longue que les autres, la contribution de Josette Lefèvre et Sophie Bérout est particulièrement précieuse. Fondée sur l'analyse d'un corpus de textes syndicaux, elle donne à voir, lexicométrie à l'appui, la montée en puissance d'un mot, d'une thématique, d'une référence idéologique donc. La démocratie n'est plus qualifiée, elle n'existe plus que sous une seule espèce, non plus celle que le syndicat donne en modèle à la société, mais au contraire celle qu'il lui emprunte.

Sylvianne Rémi-Giraud et Hugues Constantin de Chanay adoptent une démarche différente mais complémentaire des précédentes. Dans une contribution présentée au titre de la rubrique Méthodologie, ils analysent le mot démocratie à la fois du point de vue de la langue et du discours. La première perspective confirme la plasticité sémantique du mot, frappante lorsqu'on compare celui-ci à ses concurrents directs (monarchie, aristocratie...) ; la seconde, élaborée à partir d'énoncés repérés au hasard d'une investigation par le moteur de recherche Google, en démontre la stabilité axiologique et la disponibilité argumentative, au point qu'on peut se demander si la référence à la démocratie n'est pas en passe de devenir un point de passage argumentatif obligé, et ce bien au-delà des seuls contextes politiques.

Au-delà de ce tir groupé sur le mot démocratie et sa famille morpho-syntaxique, il y a lieu de s'interroger aussi sur les mots de la démocratie, voire sur les mots en démocratie. Une société qui valorise la démocratie, qui y voit la forme ultime de légitimité, se caractérisera aussi par un jeu singulier de métaphores plus ou moins figées, de champs lexicaux, de procédés argumentatifs... Dans ce foisonnement, on pourra repérer continuités et ruptures. S'intéressant aux premières, Denis Barbet propose une analyse fine des façons de dire l'abstention. Il montre que la montée en puissance d'une sociologie politique décidée à rompre avec les jugements de valeur a finalement eu peu d'effets sur le jeu très stable des métaphores qui disent, en la condamnant, l'abstention. Ce comportement demeure stigmatisé comme pratique sociale inférieure, pathologique, anormale, négative. L'étonnante diversité des métaphores n'a d'égale que l'univocité du jugement de valeur implicite qu'elles émettent, et dont la sociologie politique ne s'est que partiellement défaite.

Rupture en revanche du côté des mots qui servent à légitimer l'action publique en démocratie. La crise de l'État providence est passée par là. Analysant 275 prises de parole ministérielles, Philippe Genestier, Samira Ouardi et Juliette Rennes observent la montée en puissance de tous les mots qui localisent le politique : habitant, quartier, terrain, local, proximité, vie quotidienne... La ville devient-elle l'horizon indépassable pour dire l'action publique ? Celle-ci, désormais frappée de modestie rhétorique, part d'en bas pour aller vers le sommet, là où jadis elle pouvait se déployer en surplomb. La fortune des préfixes de- ou re- peut ainsi s'analyser comme tentative pour restaurer un social défait.

Au terme de ce passage en revue des différentes contributions ici rassemblées, il semble qu'on puisse lister quelques résultats de portée générale.

Parler de « démocratie » et de « démocrates » ne vise plus une procédure particulière ni une organisation précise, mais plutôt une finalité vague, une valeur floue. Même si l'on peut en repérer certains traits sémantiques (liberté, égalité, pluralisme, débat, non recours à la violence, répartition la plus large des ressources et notamment du pouvoir – ce que suggère l'étymologie –, etc.), on peut se demander si aujourd'hui démocratie signifie grand chose d'autre que « bonne organisation sociale », sans explicitation de ce qui la rend bonne.

La valeur démocratique est réputée largement partagée ; elle perd sa portée discriminante. Pratiquement tout un chacun s'en réclame. Pour la majorité des acteurs et dans la plupart des conjonctures, il semble très difficile de refuser le label démocratique à quelque adversaire que ce soit. L'éventuelle critique portera sur le degré d'attachement à la démocratie et sur la congruence du comportement à la référence partagée, plutôt que sur l'existence même de la conviction.

Les distinctions entre différentes sortes de démocraties semblent même se raréfier, laissant la place à une définition unique qui, pour être implicite et incertaine, n'en est pas moins censée faire l'unanimité, sur toutes les scènes sociales et dans tous les lieux organisés.

Mais si la référence à la sincérité et à la cohérence en matière de conviction démocratique semble largement partagée, l'usage des mots du champ lexical de démocratie est loin d'être socialement indifférencié. Il dépend au contraire de la conjoncture électorale, de l'orientation politique, de la position dans le jeu partisan, du statut social du locuteur et, plus encore, de ceux au nom desquels il s'exprime.

Les mots de la démocratie servent ainsi à conquérir ou à entretenir sa propre légitimité, à écorner celle de son adversaire, mais aussi finalement et peut-être surtout à demander des garanties pour soi et pour les siens, et/ou à en promettre aux autres – en cela, ce sont des mots qui assurent et rassurent. Des mots placébos ?